



La FNME CGT appelle tous les travailleurs de l'Énergie à poursuivre et amplifier l'action et agir plus fort le 2 juin ! Le changement par les salariés, c'est maintenant !

Les salariés prouvent, jour après jour, leur détermination à gagner, par leur action, sur leurs revendications ! Ils exigent tous le retrait de la loi travail et l'ouverture de véritables négociations pour des droits nouveaux pour les salariés ! Et ceci relaté fortement par les médias.

Les Énergéticiens s'inscrivent pleinement dans cette lutte par de forts mouvements de grève, une participation massive à toutes les initiatives interprofessionnelles mais aussi en reprenant en main leur outil de travail. Les journées d'actions dans la semaine du 23 au 26 mai en témoignent !

Avec de bons taux de grévistes, une multitude de blocages de sites de travail avec les salariés prestataires, des coupures d'électricité et de gaz ciblées et des baisses de production, les travailleurs de l'énergie comptent bien faire aussi entendre leur voix et leurs revendications.

Depuis plus de trois ans, le gouvernement n'a cessé de favoriser toujours plus les grands capitalistes et argentiers de France et d'Europe et soumettre les salariés au diktat libéral en leur réduisant leurs droits et leurs protections.

Du CICE au Pacte de responsabilité, en passant par la loi Rebsamen jusqu'à la casse du code du travail porté par la loi Travail, le gouvernement cautionne la casse sociale au bénéfice des appétits financiers.

En aucun cas il ne créera en urgence une loi qui pourrait passer par l'article 49.3 de la constitution afin de plafonner à minima les rémunérations des grands PDG ! Le gouvernement préfère envoyer des bus entiers de CRS pour casser le mouvement de grève organisé par des salariés soutenus par plus de 70 % de la population !

Plus précisément sur le secteur de l'énergie, à travers la loi de Transition Énergétique, le gouvernement a toujours été sourd aux propositions des représentants des salariés. Sa seule volonté était d'accélérer et d'accentuer la déréglementation effrénée de notre secteur. Sa doctrine : passons outre sur les missions de service public et les droits des agents, il y a une arme absolue qui s'appelle la réquisition !

Donner la gestion de l'énergie à des financiers a des conséquences directes.

C'est une gestion d'opportunités financières de court terme qui se désengage des investissements et des besoins dans la recherche pour des nouveaux projets industriels.

C'est la casse de l'emploi avec une multiplication de fermetures de sites avec menaces de licenciements. Verdict : plus de 10 000 emplois sont menacés dans les Groupes EDF, ENGIE et AREVA.

C'est le dépeçage des entreprises historiques EDF, GDF, Areva... par le biais d'ouverture de capital tel que RTE actuellement.

C'est le bradage de la production hydraulique avec l'ouverture à la concurrence des concessions.

C'est la fermeture et l'éloignement des points d'accueil usagers devenus des clients.

C'est à terme la fin de la péréquation tarifaire et donc le risque de l'inégalité entre les territoires avec 11 millions de citoyens en précarité énergétique.

C'est l'accélération de la casse du Statut des Agents avec des entreprises qui n'appliquent pas cet acquis historique, la disparition de la branche professionnelle des IEG.

Alors qu'une négociation est engagée sur l'avenir des activités sociales des salariés du secteur entre le gouvernement, les organisations syndicales et les employeurs, le Cabinet de Valls, par voie de SMS, exerce un chantage sur la FNME CGT.

De partout, la CGT appelle les énergéticiens à participer aux Assemblées Générales pour décider de la grève, de sa reconduction et des interventions sur l'outil de travail (baisses de production, coupures ciblées -préfectures, sièges MEDEF et PS...-, passage heures pleines en heures creuses, remises en énergie, blocage des standards téléphoniques sur les plateaux d'accueil, coupures de l'informatique...).

Les travailleurs de l'Énergie doivent continuer et élargir le mouvement pour le retrait de la loi Travail, pour la création d'un pôle public de l'énergie ancré sur de nouvelles nationalisations !

La FNME CGT appelle à une nouvelle journée d'action le 2 juin

Ensemble reprenons la gestion de l'énergie !